



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité départementale  
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 04 février 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**XP-log**

2 rue Vincent Van Gogh

B.P.69

76290 MONTIVILLIERS

Références : 20220126\_VI\_XPLOG\_SuiviExtinctionIncendie\_

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2022 dans l'établissement XP-log 2 rue Vincent Van Gogh B.P.69 76290 MONTIVILLIERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- XP-log
- 2 rue Vincent Van Gogh B.P.69 76290 MONTIVILLIERS
- Code AIOT dans GUN : 0005802055
- Régime : Enregistrement
- Activité principale : Entrepôt de stockage

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Conformité de l'installation d'extinction automatique incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Conformité de l'installation d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article paragraphe 13 annexe II	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte-tenu du fait que le dernier contrôle semestriel du 03/08/2021 fait apparaître des non-conformités à lever au plus vite et que ces non-conformités ont été signalées lors des contrôles semestriels depuis 2018, l'inspection propose à monsieur le préfet un arrêté de mise en demeure prescrivant à l'exploitant de respecter le paragraphe 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 en justifiant de la conformité de l'installation d'extinction automatique incendie de son établissement à un référentiel en vigueur sous trois mois.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Conformité de l'installation d'extinction automatique d'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article paragraphe 13 annexe II

**Prescription contrôlée :**

Écart appelant réponse n°1 suite à l'inspection du 24 février 2021 : L'exploitant transmettra à l'inspection, dès réception, le compte-rendu Q1 concernant son installation d'extinction automatique incendie suite à la visite du 24/02/2021. Il justifiera la levée des points de non-conformité identifiés (délai : 2 mois)

Le contrôleur a fait part à l'exploitant de la nécessité de planifier la remise en conformité trentenaire exigée par le référentiel APSAD (mise en service 22/12/94)

**Constats :** L'exploitant a transmis le compte-rendu de vérification semestrielle Q1 du 24/02/2021 par mail du 17 mars 2021.

L'exploitant n'a pas justifié de la levée des points de non-conformité dans le délai imparti.

L'exploitant a fait un point d'avancement par mail du 21/05/2021 suite à la relance de l'inspection du 19 mai 2021.

L'inspection a demandé par mail du 16 décembre le dernier certificat Q1. L'exploitant l'a transmis par mail du 16 décembre 2021 le certificat Q1 en date du 03/08/2021.

Celui-ci fait toujours apparaître les 4 points de non-conformité suivants :

1) présence d'un auvent de plus de 1 m de large non sprinklé (signalé depuis le 20/09/2018).

L'exploitant a transmis un devis daté du 15/04/2021 pour sprinkler le auvent. A ce jour, la commande n'a pas été effectuée. L'exploitant n'a pas été en mesure de confirmer la réalisation prochaine de ces travaux.

2) Zone de bureaux du 1er étage : suite à la modification de cloison, revoir l'implantation des sprinklers (signalé depuis le 26/02/2018).

L'exploitant indique que la zone est en cours de réaménagement jusqu'à début mars et qu'il prend en compte le sprinklage.

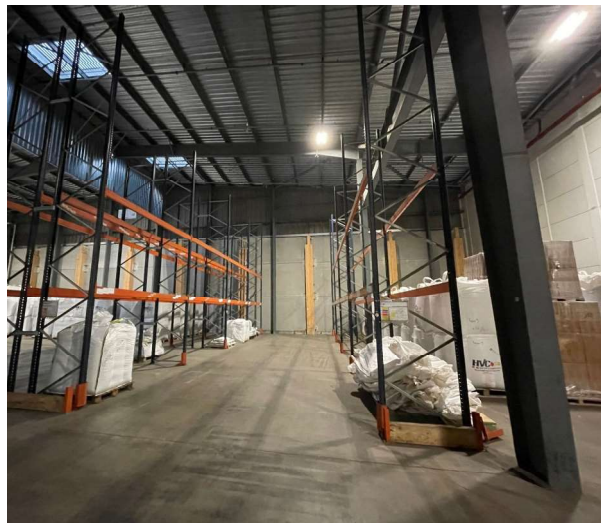
3) Stockage sur racks : respecter une cheminée de 15 cm entre chaque double racks (signalé depuis le 17/02/2020).

L'exploitant a indiqué qu'il a traité la non-conformité en vidant les racks des palettes inadéquates. Ce point a été constaté sur le terrain :



La non-conformité est levée.

4) Laisser libre de tout stockage les allées entre les racks (signalé depuis le 17/02/2020).  
L'inspection a constaté sur le terrain l'absence de stockage dans les allées entre les racks.



La non-conformité est levée.

L'exploitant indique que le prochain contrôle semestriel est planifié le 21 février 2022.

Conclusion :

Compte-tenu du fait que le dernier contrôle semestriel du 03/08/2021 fait apparaître des non-conformités à lever au plus vite et que ces non-conformités ont été signalées lors des contrôles semestriels depuis 2018, l'inspection propose au préfet un arrêté de mise en demeure prescrivant à l'exploitant de respecter le paragraphe 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 en justifiant de la conformité de l'installation d'extinction automatique incendie de son établissement à un référentiel en vigueur sous trois mois.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription